



Echanges régionaux des Départements français d'Amérique : un potentiel de développement à confirmer

Un réel potentiel de développement des échanges régionaux des Départements français d'Amérique (DFA) existe, malgré le fort rattachement à l'Hexagone et l'usage de la langue française, minoritaire dans la zone Caraïbe. Tel est le principal enseignement de l'étude « *Echanges régionaux des Départements français d'Amérique : identification des facteurs de frein et des éléments de soutien à l'aide d'un modèle de gravité* », publiée par l'IEDOM dans le cadre d'un programme d'étude sur les échanges régionaux des DOM-COM*.

Cette étude, qui utilise un modèle de gravité, met ainsi en évidence un certain nombre de facteurs structurels favorisant les échanges intra-caribéens, tels que les distances relativement modérées au sein de la zone, le niveau de développement économique qui y est plutôt élevé et la taille non négligeable de certains pays.

Néanmoins, le rattachement à une métropole, dont l'effet est beaucoup plus marqué pour les DFA que pour les autres territoires de la Caraïbe non-souverains et, dans une moindre mesure, l'usage d'une langue minoritaire dans l'espace caribéen, constituent des facteurs structurels de frein au développement d'échanges régionaux plus importants. Le surplus d'échanges lié aux accords régionaux existants, mesuré dans l'étude, augure toutefois de perspectives d'insertion régionale encourageantes pour les DFA, suite à la signature d'un Accord de Partenariat Economique, en 2008, entre l'Union européenne et une quinzaine de pays et territoires de la Caraïbe.

Pour se procurer l'étude : http://www.iedom.fr/IMG/pdf/noteie_echanges_regionaux_dfa_072011.pdf

* Un premier volet sur les Collectivités d'outre-mer du Pacifique, publié en janvier 2001, est disponible sur www.iedom.fr.

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIERES GENERALES

Communiqué de la BCE

Au cours du premier semestre 2011, 295 553 faux billets en euros ont été retirés de la circulation, soit une baisse de 18,8 % par rapport au second semestre 2010. Les trois coupures de 20 euros, 50 euros et 100 euros constituent 95 % du total des contrefaçons.

Pour mémoire, le nombre de billets authentiques en circulation est en moyenne de 13,8 milliards au premier semestre 2011.

Révision des directives européennes sur les fonds propres réglementaires

La Commission européenne a adopté le 20 juillet 2011, deux propositions (une Directive et un Règlement) visant à renforcer la réglementation dans le secteur bancaire. Elles remplacent les Directives actuelles et entrent dans le cadre des mesures prises pour la mise en place d'un système financier plus sain et plus sûr. La directive régit l'accès aux activités de collecte de dépôts et le règlement établit les règles prudentielles à respecter. Les textes sont disponibles sur : http://ec.europa.eu/internal_market/bank/regcapital/index_fr.htm#crd4

Outre-mer

1 – Saint-Barthélemy

La décision du Conseil européen du 12 juillet 2011 relative à la signature et à la conclusion de l'accord monétaire entre l'Union européenne et la République française relative au maintien de l'euro à Saint-Barthélemy, à la suite de son changement de statut au regard de l'Union européenne a été publiée au Journal officiel de l'Union européenne du 20 juillet 2011.

2 – Guyane et Martinique

Les deux lois relatives à la création d'une collectivité unique en Guyane et en Martinique : la loi organique n° 2011-883 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités régies par l'article 73 de la Constitution et la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ont été publiées au JORF du 28 juillet 2011.

3 – L'octroi de mer

Dans un communiqué, la ministre chargée de l'outre-mer, Marie-Luce Penchard, se félicite de la décision sur l'octroi de mer prise par le Conseil des ministres de l'Union européenne le 20 juillet 2011 après avis favorable du Parlement européen. Cette décision permet notamment à la Guyane d'ajouter une cinquantaine de produits à la liste de produits locaux bénéficiant d'un régime préférentiel au regard de l'octroi de mer. La ministre a indiqué qu'« il importe de concentrer tous nos efforts sur la pérennisation de ce régime pour 2014 ».

Publications

1 – Conseil économique, social et environnemental : les énergies renouvelables en outre-mer : laboratoire pour notre avenir

Le rapport présenté par Patrick Galenon est disponible en téléchargement sur :

<http://www.lecese.fr/index.php/rapports-et-avis/les-energies-renouvelables-outre-mer>

2 – Banque de France : Note sur le taux de chômage des régions françaises d'outre-mer

Jean-François Hoarau, Claude Lopez, Michel Pau. La note de travail n° 337 de juillet 2011 est disponible en anglais à l'adresse suivante :

<http://www.banque-france.fr/gb/publications/telechar/ner/DT337.pdf>

3 – Médiation du crédit aux entreprises : Guide de financement des TPE

Le guide pédagogique réalisé par la Médiation du crédit aux entreprises avec les Tiers Confiance est disponible en téléchargement sur :

<http://www.mediateurducredit.fr/site/Actualites/Guide-de-financement-des-TPE>

Publications IEDOM

1 - Panorama 2010 de la Guyane, de La Réunion, de Mayotte, de la Martinique et de Saint-Pierre-et-Miquelon

Dans la collection Note expresse, série « Portrait », n° 108, 109, 113, 114 et 115

2 – Le microcrédit en Guyane : un dispositif en voie de structuration, note expresse « série Eclairage », n° 111

Ces documents sont disponibles en téléchargement sur notre site (www.iedom.fr)

SUIVI DE PLACE ET ACTIVITES DE L'INSTITUT

Stabilité du climat des affaires à fin juin

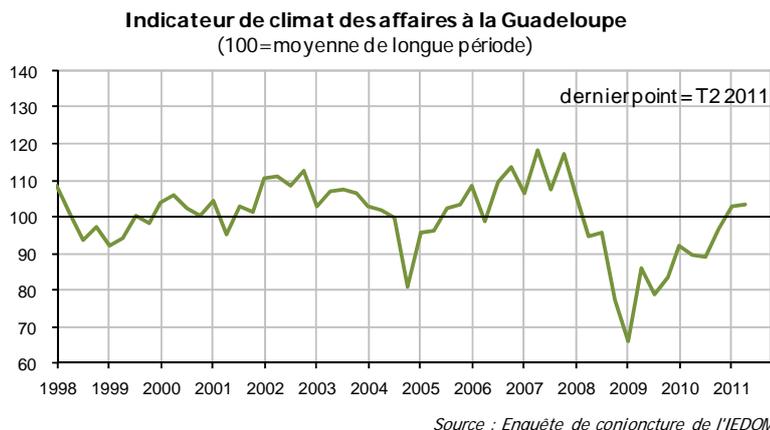
L'indicateur du climat des affaires (ICA), calculé à partir des réponses des chefs d'entreprise des principaux secteurs d'activité, reste stable au deuxième trimestre 2011, après deux trimestres consécutifs de hausse. Il se situe légèrement au dessus de sa moyenne de longue période.

L'amélioration à l'œuvre ces six derniers mois semble marquer le pas, en raison d'anticipations moins favorables sur l'évolution de l'activité et en matière d'effectifs.

A l'inverse, l'opinion des chefs d'entreprise sur les délais de paiement, les situations de trésorerie et les prix de vente au deuxième trimestre s'est plutôt améliorée, ce qui a conforté l'indicateur.

Face à une conjoncture jugée encore incertaine, les prévisions d'investissement des entreprises se replient à nouveau, pour atteindre le plus bas niveau depuis septembre 2010. Le manque de visibilité à moyen terme reste donc perceptible.

La publication « Premières Tendances » du 2^e trimestre est téléchargeable gratuitement sur le site de l'iedom (www.iedom.fr).

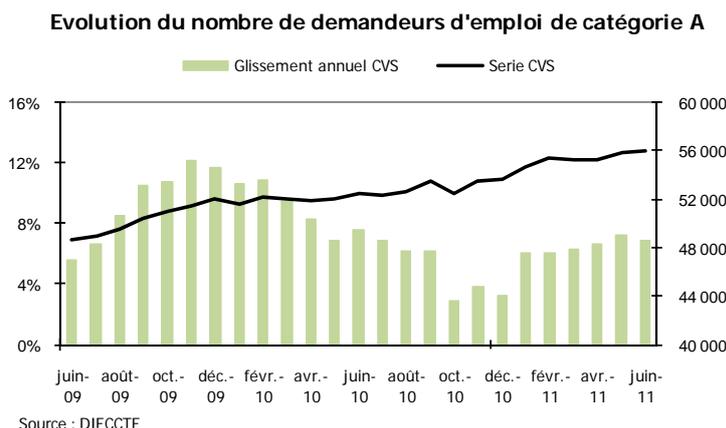


Légère hausse de la demande d'emploi

A fin juin 2011, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A) s'établit à 55 960 en Guadeloupe et dans les Îles du Nord, soit une hausse de 0,3 % (+150 demandeurs) par rapport à fin mai 2011. Sur un an, la hausse est de 6,8 % (+3 580).

Parallèlement, les offres d'emploi collectées ont diminué de 18,8 % au 2^e trimestre par rapport aux trois mois précédents. Cette baisse concerne tant les offres d'emploi durable (de 6 mois ou plus, -16,4 %) que les offres d'emploi non durable (de moins de 6 mois, - 3,1 %).

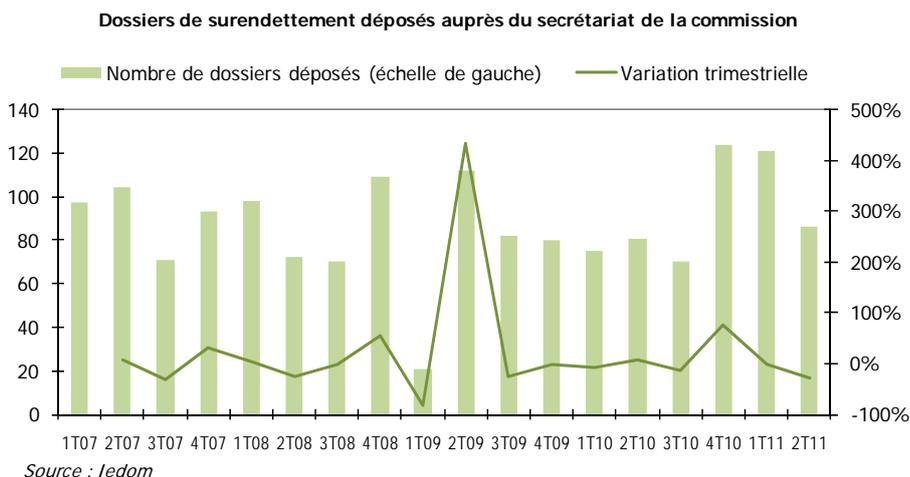
En France entière, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A augmente de 1,2 % en juin (+2,0 % sur un an).



Progression du nombre de dossier de surendettement

Entre le 1^{er} janvier et le 31 juillet 2011, 228 dossiers de surendettement ont été déposés auprès de l'IEDOM Guadeloupe, contre 182 en 2010 à la même époque, soit une hausse sensible de 25 %. Pour mémoire, sur l'ensemble de l'année 2010, 350 dossiers avaient été déposés.

Le taux de recevabilité des dossiers s'élève à 76 % au 1^{er} semestre 2011 (+4,9 pts). Le taux d'orientation vers une procédure de rétablissement personnel (PRP), pouvant conduire sous certaines conditions à un effacement des dettes, atteint 22 %, contre 40 % en 2010. Enfin, le taux de redépôt des dossiers est en hausse de 9,2 points à 27,5 %.



BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Création d'un Fonds d'investissement de proximité dans les DOM

La commission mixte paritaire entre l'Assemblée Nationale et le Sénat, réunie le 29 juin 2011, a adopté un amendement instaurant un fonds d'investissement de proximité dans les Outre-mer (FIP-DOM) réservé aux domiciliés fiscaux en Outre-mer. Ce fonds permettra aux résidents fiscaux ultramarins d'investir leur épargne au bénéfice des entreprises ultramarines, en se voyant accorder une réduction d'impôt à hauteur de 50 % de la somme investie. La réduction d'impôt sera plafonnée à 12 000 euros par an pour les contribuables célibataires, veufs ou divorcés, et à 24 000 euros pour les contribuables mariés soumis à l'imposition commune.

La rémunération du Livret A passe à 2,25 %

Le taux de rémunération du Livret A est porté à 2,25 % à compter du 1^{er} août, après avoir été relevé de 1,75 % à 2 % au 1^{er} février, en raison de la reprise de l'inflation. Les autres livrets d'épargne à taux réglementé voient également leur rémunération augmenter : le taux du livret de développement durable est fixé à 2,25 %, celui du livret d'épargne populaire est porté à 2,75 % et celui du compte épargne logement à 1,50 % (hors prime d'état). En Guadeloupe, le nombre de livrets A et bleus détenus par la clientèle s'élevait à 387 768 à fin décembre 2010, soit 55 % du total des comptes sur livrets.

Rapport de la Cour des comptes sur les finances des communes des DOM

La Cour des comptes a rendu public le 13 juillet un rapport, préparé avec les chambres régionales des comptes, sur la situation financière des communes de quatre des cinq départements d'outre-mer (DOM) : la Guadeloupe, la Guyane, la Martinique et La Réunion (à l'exclusion donc de Mayotte, devenu DOM le 31 mars 2011). Elle y pointe une situation financière préoccupante et formule 26 recommandations pour remédier aux difficultés rencontrées.

Premier bilan médiocre pour la campagne sucrière 2011

La pluviométrie importante, le démarrage tardif de la campagne lié à des conflits sociaux ainsi que des problèmes techniques à l'usine ont compromis la campagne sucrière 2011. La richesse saccharinique moyenne (7,3) est nettement inférieure à la moyenne décennale (9,0) et au taux relevé en 2010 (8,0). En Grande-Terre, l'usine de Gardel, qui prévoyait de traiter 610 000 tonnes de canne, n'en avait reçu que 520 000 à deux semaines de la fin de la coupe et a produit 41 000 tonnes de sucre, contre 54 000 en moyenne ces dernières années.

Visite de Xavier Bertrand et Marie-Luce Penchard

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la santé Xavier Bertrand et la ministre chargée de l'outre-mer Marie-Luce Penchard se sont rendus en Guadeloupe les 21 et 22 juillet. Xavier Bertrand a confirmé à cette occasion que l'État financerait intégralement la reconstruction du CHU de Pointe-à-Pitre/Abymes, dont le coût s'élève à 590 M€. Il a également présidé une réunion du service public régional de l'emploi (Sper) et signé avec l'entreprise SCIACFEL un contrat de service prévoyant l'insertion de 20 jeunes guadeloupéens.

ACTUALITE REGIONALE

Prêt de l'AFD pour la modernisation des transports collectifs en république dominicaine

Afin d'améliorer les conditions de déplacement des habitants de la métropole de Saint-Domingue (3 millions d'habitants) et de réduire la pollution, l'AFD a autorisé le 7 juillet un prêt de 230 M\$ à l'Etat dominicain pour la mise en œuvre de sa politique de transports urbains qui prévoit notamment la construction d'une seconde ligne de métro, dont la section centrale comprendra 14 km en souterrain et 14 stations. Le programme porte également sur la restructuration du réseau d'autobus afin de le mettre en cohérence avec le futur réseau de métro.

La compagnie aérienne Redjet prend son envol

La compagnie aérienne privée low cost Redjet, basée à La Barbade, a obtenu les 18 et 27 juillet les autorisations nécessaires à la desserte des aéroports de Jamaïque, de Trinidad et de Saint-Christophe et Nievès, lui permettant de poursuivre son expansion régionale. Elle dessert désormais les aéroports de Bridgetown, Georgetown, Kingston et Port-of-Spain.

Croissance du PIB à Cuba

L'économie cubaine devrait enregistrer une croissance de 2,9 % de son PIB en 2011, grâce à de bons résultats du tourisme et de la production de nickel, pétrole et sucre, selon un rapport présenté lundi 1^{er} août à l'Assemblée nationale, réunie à La Havane pour sa première session annuelle.

Le CARICOM change de tête

Le Dominiquais Irwin Larocque a été nommé nouveau secrétaire général de la Communauté des Caraïbes (CARICOM). Cette organisation régionale, née en août 1973, réunit 15 pays et territoires associés du bassin Caraïbe : Antigua et Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, République dominicaine, Dominique, Grenade, Guyana, Haïti, Jamaïque, Montserrat, Saint-Christophe et Nievès, Saint-Vincent et les Grenadines, Suriname, Trinidad et Tobago.

Reconstruction de Port-au-Prince

Le président haïtien Michel Martelly a donné le 18 juillet le coup d'envoi de la première phase de reconstruction de Port-au-Prince, qui sera consacrée à la construction de plusieurs édifices publics dont le Palais de Justice, la Cour des Comptes, l'hôtel de ville, le Parlement et une quinzaine d'autres bâtiments administratifs. C'est la Banque de la République d'Haïti (BRH) qui réalisera les premiers investissements à hauteur de 260 millions de dollars.

Vers un nouveau complexe hôtelier 5 étoiles à Sint-Maarten

Les travaux de démolition de l'ancien Mullet Bay Beach Resort, détruit en septembre 1995 par le cyclone Luis, ont commencé. Le Groupe Sun Resort prévoit d'ériger sur le site un nouvel ensemble hôtelier 5 étoiles.

PRINCIPAUX INDICATEURS

	LES INDICATEURS DE REFERENCE		Données brutes	Var. % mensuelle	Glissement annuel
Prix <i>(Source : INSEE)</i>	Indice des prix à la consommation France	Juin 2011	125,2	-0,6 %	2,7 %
Chômage <i>(Source : DDTEFP)</i>	Demandeurs d'emploi de catégorie (DEFM A)	Juin 2011	55 960	0,3 %	6,8 %
Commerce extérieur <i>(Source : Douanes)</i>	Exportations - (en M€)	Avril 2011	22	-	38,3 %
	Importations - (en M€)		227	-	36,6 %
Energie <i>(Source : EDF)</i>	Consommation d'électricité moyenne tension - GWh	Avril 2011	39	-6,5 %	-9,5 %
	<i>Cumul annuel</i>		149		-4,5 %
Créations d'entreprises <i>(Source : INSEE)</i>	Nombre d'entreprises créées	Mai 2011	491	-	7,0 %
		<i>Cumul annuel</i>	2 924		-6,0 %

	LES INDICATEURS DE VULNERABILITE		Données brutes	Var. % mensuelle	Glissement annuel
Ménages <i>(Source : IEDOM)</i>	Nombre de personnes physiques en interdit bancaire	Juin 2011	20 435	-2,9 %	-10,6 %
	Nombre de retraits de cartes bancaires	Juin 2011	417	-9,2 %	-28,2 %
	<i>Cumul annuel</i>		2 628		-14,1 %
	Nombre de dossiers de surendettement déposés	<i>Cumul à fin Juillet</i>	228	-	25,3 %
Entreprises <i>(Source : IEDOM)</i>	Incidents de paiement sur effet - Montant en milliers €	Juillet 2011	1 611	-5,5 %	-3,0 %
		<i>cumul annuel</i>	9 903	-	-0,2 %
	- Nombre	Juillet 2011	151	4,9 %	13,5 %
		<i>cumul annuel</i>	885	-	-1,0 %

	LES INDICATEURS SECTORIELS		Données brutes	Var. % mensuelle	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire <i>(Source : Aéroport Pôle Caraïbe)</i>	Nombre de passagers - (entrées + sorties)	Juin 2011	144 616	3,8 %	10,0 %
	<i>Cumul annuel</i>		976 912	-	7,5 %
Trafic portuaire <i>(Source : Port autonome)</i>	Trafic net de marchandises (tonnes)	<i>Cumul à fin Juin 2011</i>	1 757 216	-	15,6 %
	Nombre de passagers (entrées + sorties)		412 610	-	-3,5 %
Immatriculations <i>(Source : CGDD)</i>	Immatriculations de véhicules neufs	Mai 2011	1 142	-7,0 %	-
	<i>(VPN+VUN)</i>	<i>Cumul annuel</i>	6 546	-	4,7 %
Construction <i>(Source : Ciments Antillais)</i>	Ventes de ciment (tonnes)	Juin 2011	20 864	-16,3 %	-0,9 %
	<i>Cumul annuel</i>		115 697	-	-4,3 %
Banane <i>(Source : DDCCRF)</i>	Exportations de bananes (tonnes)	Mai 2011	4 888	29,6 %	ns*
	<i>Cumul annuel</i>		19 178	-	118,7 %

*Pas d'expédition depuis la semaine 2010-08 incluse, suite aux retombées des cendres de la Soufrière de Montserrat

ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Dernières publications de l'IEDOM

Note expresse
10 juillet 2011

Panorama de la Guyane

CARACTÉRISTIQUES STRUCTURELLES

Données de cadrage

PORTRAIT

REPÈRES HISTORIQUES : une succession de vagues d'immigration

Organisation institutionnelle de la région mono-départementale et la collectivité unique

Note expresse
10 juillet 2011

Tendances conjoncturelles

1^{er} trimestre 2011

TENDANCES

LA CONJONCTURE INTERNATIONALE ET RÉGIONALE

Le régime mondial se confirme

Annexes statistiques

1^{er} trimestre 2011

Note expresse
10 juillet 2011

Tendances conjoncturelles

Annexes statistiques

1^{er} trimestre 2011

Note expresse
10 juillet 2011

Le microcrédit en Guyane : un dispositif en voie de structuration

ÉCLAIRAGE

UNE PROPORTION ÉLEVÉE DE LA POPULATION EN SITUATION D'ALÉRIE

L'IEDOM a publié en juillet sa dernière note expresse relative au **panorama de la Guyane** en 2010. Appartenant à la collection « **Portrait** », ce document synthétique présente en 4 pages les principales caractéristiques structurelles et économiques du département, et dresse une vue d'ensemble de l'économie guyanaise à fin 2010. Cette note fournit ainsi les principales données de cadrage macroéconomique et financier.

Le 1er numéro de la nouvelle collection trimestrielle de l'IEDOM « **Tendances** » relative aux évolutions conjoncturelles est également sorti : **Tendances conjoncturelles – 1^{er} trimestre 2011**. Présentée sous la forme d'une note expresse, elle remplace désormais la synthèse du bulletin trimestriel de conjoncture économique. Les annexes statistiques relatives à l'ensemble des données collectées à rythme trimestriel et aux soldes d'opinions issus de l'enquête de conjoncture de l'IEDOM, constituent désormais une publication à part qui est mise en ligne également sur le site.

Enfin, dans sa troisième collection « **Eclairage** », l'IEDOM vient de publier une analyse synthétique sur le dispositif de microcrédit professionnel en Guyane, dispositif relativement récent et en cours de structuration dans le département.

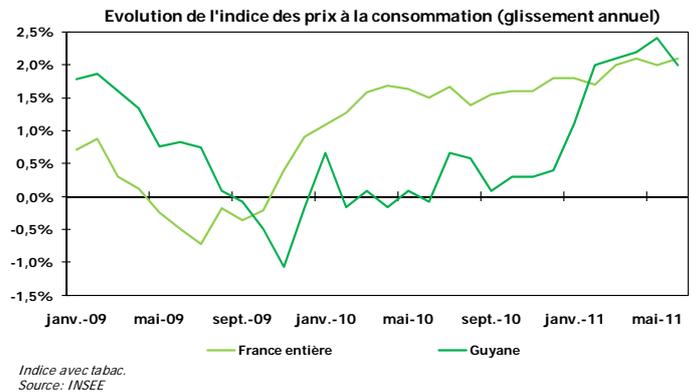
Ces publications et celles des autres géographies d'outre-mer sont téléchargeables gratuitement sur notre site Internet www.iedom.fr.

BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Prix à la consommation

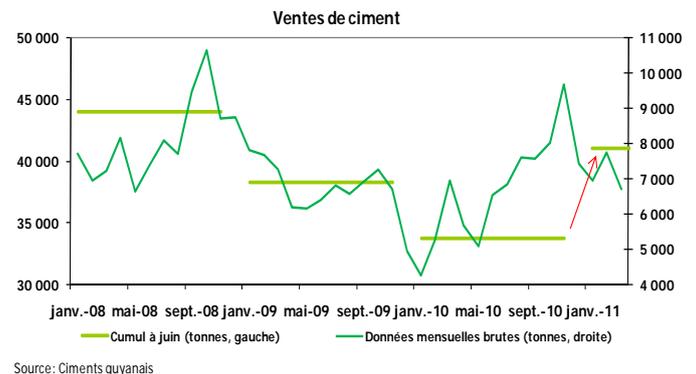
En juin 2011, l'indice des prix à la consommation est en légère baisse sur le mois (-0,2 %), résultant du recul des prix de l'alimentation (-5 % pour les produits frais) et de l'énergie (-2,2 % pour les produits pétroliers). Sur un an, l'indice poursuit sa hausse (+2,0 %) mais à un rythme légèrement moins soutenu après +2,4 % en mai 2011 et +2,2 % en avril 2011. Cette évolution s'explique par la progression des prix des services (+4,2 % pour les transports et communications), de l'alimentation (+0,5 %) et enfin de l'énergie (+23,1 %, en raison des nombreuses réévaluations des prix administrés des carburants sur les derniers mois). Seul le poste « produits manufacturés » reste en léger retrait (-0,7 %).

Depuis début 2011, l'inflation guyanaise a peu ou prou rattrapé le niveau de la France entière (+2,1 % en juin en glissement annuel), mais reste inférieure aux taux atteints dans les autres DOM : +3,0 % à la Martinique, +2,8 % à la Réunion et +2,7 % à la Guadeloupe sur un an. Pour les postes alimentation, produits manufacturés et énergie, les variations de prix de la Guyane se situent en deçà des voisins antillais.



Ciment

La consommation globale de ciment est marquée par le dynamisme de l'activité du BTP malgré une pluviométrie défavorable : elle atteint 41 071 tonnes à fin juin, progressant de 22 % sur le premier semestre par rapport à l'an dernier, mais reste en deçà d'un des niveaux record atteints en 2008 (44 044 tonnes). La moyenne journalière de fin juin 2011 est de 331 tonnes contre 274 tonnes en 2010. Les ventes en sacs sont en légère progression en fin de semestre. Les professionnels restent optimistes pour le second semestre compte tenu de la bonne orientation du logement social, du secteur privé ou encore des bâtiments commerciaux.



Carburants

L'arrêté préfectoral n°1291 du 29 juillet 2011 fixe, à compter du 1er août, le prix de vente au détail des carburants à 1,68 € / litre pour l'essence (soit une hausse de 4 centimes) et 1,51 € / litre pour le gazole (soit une hausse de 2 centimes). Sur un an, l'augmentation est respectivement de 26 et 28 cts. Entre novembre 2008, date des mouvements sociaux, et août 2011 le carburant a progressé pour l'essence de 41 cts et de 46 cts pour le gazole. Les services de l'Etat expliquent l'évolution des prix administrés par la baisse de l'euro par rapport au dollar, et par une hausse des cours du marché de l'essence (+ 2,7%) et du gazole (+ 0,2%).

Conjoncture

L'Insee a organisé le 12 juillet 2011 une conférence de presse afin de présenter sa publication annuelle « Antiane : l'année économique et sociale 2010 en Guyane ». Cette revue propose, au travers de contributions de différents partenaires institutionnels de l'Insee, un panorama de la situation économique et sociale de la région. Mme Yahou-Dauvier, chef du service régional de l'Insee Guyane, a notamment évoqué les signes de reprise qui se sont manifestés en fin d'année 2010 : progression des importations, niveau record des autorisations de constructions de logements ou encore dynamisme de l'auto-entrepreneuriat. La situation de l'emploi demeure cependant préoccupante, avec notamment un « halo du chômage » (travailleurs potentiels mais ne recherchant plus d'emploi en raison de contraintes personnelles ou de démotivation face à la conjoncture économique) toujours important. Ces signes seront à confirmer avec la diffusion des comptes économiques rapides, prévue en septembre 2011.

Visite ministérielle

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la santé, M. Bertrand, était en visite dans le département le week-end du 23 juillet 2011. Il a rencontré les différents partenaires institutionnels dans le domaine de la santé : services de l'Etat, Conseil régional, hôpitaux, Agence régionale de la santé, Institut Pasteur, professionnels de la santé... Les réunions ont principalement porté sur l'offre de soins en Guyane et les projets de développement, notamment en milieu hospitalier (en référence aux investissements prévus pour les hôpitaux de Saint-Laurent-du-Maroni et Cayenne). Le ministre a rappelé le défi sanitaire auquel le département doit faire face en raison de l'importante croissance démographique ; le manque de praticiens est ainsi un sujet de préoccupation.

Finances publiques

Dans le sillage de la présentation du rapport du député européen M.Hoarau, l'Union Européenne a réaffirmé l'utilité de l'octroi de mer pour les DOM et donné son accord à son application jusqu'en 2014. En effet, l'actuel régime avait été mis en place en 2004 pour une durée de 10 ans, et devait faire l'objet d'une évaluation à mi-parcours. L'examen par le Parlement européen et la Commission du rapport de mi-parcours a finalement eu lieu en juillet 2011. A cette occasion, la Commission a proposé des ajustements dans les listes des productions ultramarines pouvant bénéficier des exonérations d'octroi de mer. La liste des exonérations guyanaises a été élargie à 46 nouveaux produits, notamment dans le secteur de l'agroalimentaire ou du bois.

Investissement public

L'Agence Française de Développement (AFD) a autorisé le décaissement de 50 M€ en faveur du développement de l'outre-mer. Deux des cinq projets financés concernent la Guyane. L'AFD s'apprête à débloquer 5,8 M€ en vue de la réhabilitation du quai n°2 du port de Dégrad-des-Cannes, après avoir précédemment participé au financement de la rénovation du quai n°1. Ce prêt accordé à la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Région Guyane représente 20 % du coût total du projet. Les travaux devraient débuter au second semestre 2011 pour une durée de 27 mois.

Par ailleurs, l'AFD va contribuer au financement du budget d'investissement 2011 de la commune de Sinnamary, sous la forme d'un prêt bonifié (prêt à un taux avantageux) d'un montant de 7 M€. Ce concours est destiné au financement d'opérations de voiries et réseaux divers : rénovations de différents réseaux, raccordement des eaux usées aux systèmes d'assainissement.

Conflits sociaux

Un conflit social au sein de la Chambre de commerce et d'industrie de la région Guyane (CCIRG) a engendré des perturbations au niveau des infrastructures consulaires (dont le port et l'aéroport) pendant une semaine en juillet 2011. Les désaccords entre les syndicats et la direction concernaient principalement la gestion des ressources humaines et le management. Un accord sur 22 points a finalement été trouvé au terme de plusieurs jours de négociations. Parmi les principaux points décidés : la priorité accordée à la promotion interne par rapport aux embauches externes ou encore la présentation des orientations politiques de la présidence aux salariés.

Grande distribution

Un nouvel hypermarché, Carrefour, a ouvert ses portes le 12 juillet 2011 dans la zone Terca de Matoury. La surface commerciale s'étend sur 5 000 m², comprenant également une galerie marchande. Des problèmes de circulation autour de la zone commerciale sont à souligner, une seule sortie étant prévue à ce jour (contre trois entrées). Des solutions sont à l'étude.

ACTUALITES REGIONALES

Economie surinamienne

L'agence de notation Fitch a relevé la note souveraine du Suriname, de B à B+, avec une perspective positive, engendrant une harmonisation des notes entre les trois grandes agences de notation¹. Cette notation reste cependant dans la catégorie « spéculative ».

Cette réévaluation s'explique par des perspectives de croissance solides, la diversification des exports et l'amélioration de la balance des paiements. De plus, les autorités surinamiennes ont signé fin juillet 2011 un accord avec le gouvernement américain organisant la résorption des arriérés de dette envers ce pays, qui représentaient la somme de 32 M\$US.

¹ Fitch, Moody's et Standards & Poors.

SUIVI INDICATEURS CHIFFRES

Les variations mensuelles et annuelles sont corrigées des variations saisonnières (CVS)

		Sur le mois	Indicateurs	Données brutes	Var. mensuelle CVS	Var. sur un an CVS	Sources	
INDICATEURS MACROECONOMIQUES	PRIX	↓	Prix à la consommation (indice base 100 en 1998, avec tabac)	juin-11	123,1	-0,2%	2,0%	Insee
	MARCHE DU TRAVAIL INDICATEURS SOCIAUX	↑	Demandeurs d'emploi (DEFM A)	mai-11	16 736	-0,6%	9,3%	Dieccte
			Nombre de bénéficiaires de l'allocation chômage	avr-11	6 779	-0,3%	5,0%	Pôle Emploi
			Nombre de bénéficiaires du RSA (1)	juin-11	15 671	0,2%	ns.	Caf
			Prestations nettes versées (1)	juin-11	7,5 M€	-3,1%	ns.	
				Cumul	37,6 M€		ns.	
	CONSUMMATION	↑	Recettes d'octroi de mer	mai-11	9,6 M€	-4,3%	-5,7%	Douanes
				Cumul	48,6 M€		8,0%	
			Importations de biens de consommation (BC)*	mai-11	13,8 M€	6,5%	14,4%	Douanes
				Cumul	62,9 M€		17,3%	
INVESTISSEMENT	↑	Importations de biens d'équipement (BE) *	mai-11	35,0 M€	-11,5%	9,7%	Douanes	
			Cumul	206,6 M€		36,2%		
		Ventes de véhicules utilitaires	juin-11	93	14,2%	-7,0%	Somafi	
			Cumul	541		1,9%		
COMMERCE EXTERIEUR	↑	Exportations *	mai-11	14,9 M€	46,6%	138,3%	Douanes	
			Cumul	61,7 M€		3,9%		
		Importations *	mai-11	103,8 M€	-9,0%	24,1%	Douanes	
			Cumul	543,3 M€		30,1%		
INDICATEURS SECTORIELS	SPATIAL		Tirs effectués	Cumul à juillet 2011	3 tirs Ariane 5		2 tirs à juillet 2010	Arianespace
			Satellites lancés	Cumul à juillet 2011	4 satellites + 1 ATV		4 satellites à juillet 2010	
	BTP	↓	Ventes de ciment	juin-11	6 363 tonnes	-12,1%	-2,8%	Ciments guyanais
				Cumul	41 143 tonnes		22,3%	
	INDUSTRIE	↑	Exportations d'or en volume *	mai-11	1 160 kgs	1,8%	3,5%	Douanes
				Cumul	4 960 kgs		26,6%	
			Exportations d'or en valeur *	mai-11	3,8 M€	-2,0%	24,3%	Douanes
				Cumul	11,9 M€		59,7%	
	AGRICULTURE AGROALIMENTAIRE	↓	Grumes sorties de forêt	mai-11	2 271 m3	32,2%	-32,1%	ONF
				Cumul	12 462 m3		-42,3%	
			Exportations de crevettes *	mai-11	85,9 tonnes	-11,9%	36,1%	Douanes
				Cumul	399,0 tonnes		-3,3%	
	TOURISME	↓	Exportations de poissons *	mai-11	66,6 tonnes	-22,4%	16,1%	Douanes
				Cumul	384,0 tonnes		6,2%	
			Exportations de riz * (2)	mai-11	0 tonne	ns.	ns.	Douanes
			Cumul	3 209,2 tonnes		42,8%		
TOURISME	↓	Trafic de passagers (arrivées-départs-transits)	avr-11	33 598	-10,6%	11,2%	CCIRG	
			Cumul	128 510		4,1%		
		Nombre de nuitées	mai-11	30 000	-9,5%	6,3%	Insee	
			Cumul	139 000		7,3%		

(1) Mise en place du RSA début 2011, remplaçant le RMI. Données non CVS compte tenu du nombre trop faible d'observations.

(2) Données non CVS compte tenu du trop grand nombre de points atypiques

* Données provisoires : les résultats du commerce extérieur sont issus des statistiques douanières provisoires qui sont révisables pendant 2 ans.

BC: Textiles, habillement cuir et chaussures; produits pharmaceutiques; produits manufacturés divers; produits de l'édition et de la communication

BE: Produits informatiques, électroniques et optiques; équipements électriques et ménagers; machines industrielles et agricoles, machines diverses; matériels de transport

ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Parution du Rapport annuel 2010 – édition 2011 de l'IEDOM Martinique

L'IEDOM et l'INSEE ont tenu une conférence de presse commune le 7 juillet, à l'occasion de la sortie du rapport annuel 2010 et de la revue « Antiane éco ». Comme au niveau international et national, la Martinique a enregistré une reprise en 2010 avec une progression prévisible de son PIB en volume.

La croissance alimentée par la consommation et dans une moindre mesure par l'investissement est restée insuffisante pour permettre d'inverser la courbe du chômage qui se situe toujours à un niveau élevé. Deux raisons principales expliquent cette situation : (1) les perspectives économiques ne sont pas encore suffisamment établies pour permettre aux entreprises de recruter à nouveau ; (2) des gains de productivité importants ont été réalisés par les entreprises pendant la crise pour compenser la baisse du courant d'affaires.

La reprise a été plus forte dans la seconde partie de l'année avec une amélioration de la consommation des ménages et dans une moindre mesure des investissements des entreprises. L'activité bancaire s'est redressée témoignant d'une meilleure orientation de la conjoncture. La production de crédits est tirée par les concours à l'habitat et à la consommation en fin d'année. Dans un environnement assaini, les banques ont renoué, dans l'ensemble, avec une situation financière satisfaisante.

Le mouvement de reprise a été perturbé au 1er trimestre 2011 par plusieurs conflits sociaux qui ont assombri l'environnement des entreprises, alors que l'économie était en phase de progrès, ce qui explique le ralentissement observé au niveau du climat des affaires.

Quelques facteurs d'attention : (1) Le nombre de demandeurs d'emplois qui est encore en augmentation au premier trimestre. (2) L'indice des prix qui subit notamment le renchérissement des cours du pétrole. La progression des autres matières premières alimentaires (sucre, blé, maïs, etc.) pourrait également avoir un impact. (3) La situation financière des ménages qui montre des signes de tensions, avec la progression du surendettement.

Après le « trou d'air » du 1er trimestre 2011, les perspectives de croissance sur la seconde partie de l'année devraient s'améliorer avec la montée en charge des chantiers dans le BTP (logement social, travaux routiers, grands chantiers), une résistance de la consommation des ménages et la poursuite du redressement du tourisme.

Comme les autres publications de l'IEDOM, le rapport annuel est disponible en ligne sur le site internet : www.iedom.fr.

Publication du Panorama de la Martinique en 2010

L'iedom Martinique vient de publier une nouvelle note expresse « **Panorama de la Martinique** » - N° 114 – Juillet 2011. Cette note présente les principales caractéristiques structurelles et économiques de l'île permettant de mettre à disposition l'information nécessaire à la compréhension des enjeux économiques du département. Elle dresse également un panorama de l'économie pour l'année 2010 et fournit des données de cadrage macroéconomique. Enfin, elle présente une analyse succincte de secteurs clés de l'économie ainsi qu'une observation de l'activité bancaire.

La note expresse « **Panorama** » est déclinée selon les différentes géographies de la zone d'intervention de l'iedom.

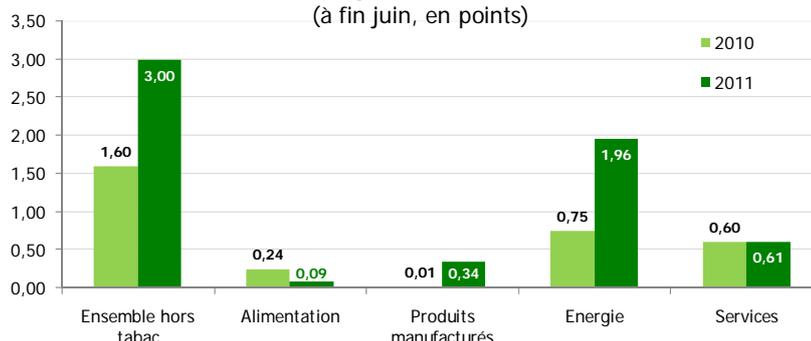
BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Indice des prix : légère baisse en juin

A fin juin 2011, l'indice des prix à la consommation en Martinique atteint 126,2, soit une baisse de 0,2 % sur un mois. Sur un an, le taux d'inflation s'affiche à 3,0 % contre 1,6 % un an auparavant. Il se situe à un niveau supérieur à celui des autres géographies (+2,0 % en Guyane ; +2,1 % en Métropole ; +2,7 % en Guadeloupe et +2,8 % à la Réunion).

Sur un an, la progression des prix est principalement due à l'énergie (+21,8 %). Ce relèvement contribue à hauteur de 1,96 point à la hausse des prix sur un an. Au sein des autres postes, l'inflation est plus modérée : alimentation (+0,5 % sur un an) ; produits manufacturés (+1,2 %) et services (+1,4 %).

Contributions au glissement annuel de l'indice de prix à la consommation
(à fin juin, en points)



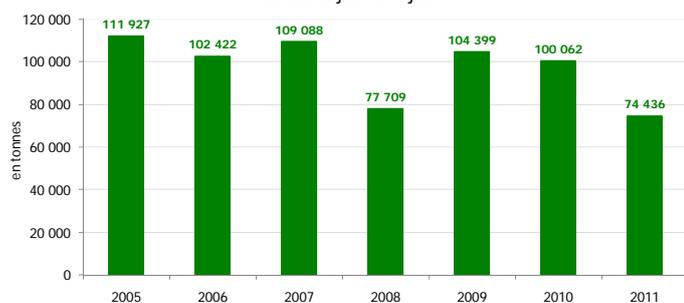
Source: Insee

Secteur primaire : Bananes et abattages : des niveaux de production en diminution

A fin juin 2011, 74 436 tonnes de bananes martiniquaises ont été expédiées vers l'Europe, soit une baisse de 25,6 % par rapport à l'année précédente. Ce ralentissement tient notamment à la diminution de la production, les mois de janvier, février et avril 2011 ayant connu les plus faibles niveaux d'expéditions avec des tonnages respectifs de 7 299, 8 969 et 3 304 tonnes. La production a été impactée en début d'année par les conséquences du passage du cyclone Tomas qui avait provoqué de nombreuses pertes dans la nuit du 30 octobre 2010.

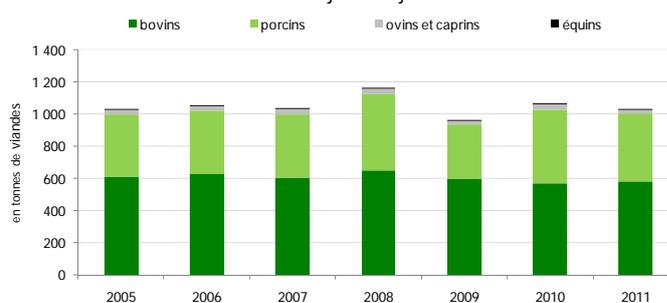
Par ailleurs, l'activité de l'abattoir départemental de la Martinique a permis de produire 1 035,8 tonnes de viande au premier semestre, soit une diminution de 3,1 % sur un an. La production est essentiellement constituée de viandes bovines (56,4 %) et porcines (40,6 %). Sur la période, seul le tonnage de viandes bovines traitées progresse, soit +1,9 % sur un an. Les autres catégories s'inscrivent en recul : viandes d'ovins/caprins (-18,8 %), viandes équinées (-16,7 %) et viandes de porc (-8,2 %).

Expéditions de bananes
cumul de janvier à juin



Source: DIECCTE

Activité de l'abattoir départemental
cumul de janvier à juin

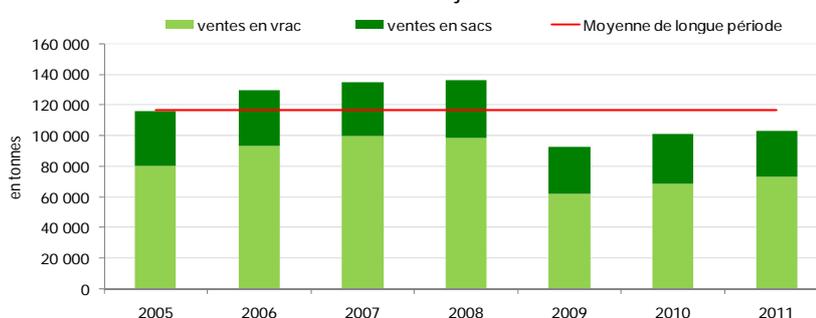


Source: SEMAM

BTP : progression des ventes de ciment

A fin juin 2011, la consommation locale de ciment atteint 102,9 milliers de tonnes, soit une hausse de 2,1 % sur un an. Dans le détail, les ventes en sacs, d'ordinaire dévolues à la construction privée, sont en recul de 7,9 % tandis que les ventes en vrac sont orientées à la hausse, (+6,8 % sur un an). L'écart avec la moyenne de longue période (117 000 tonnes pendant la période 1995-2011) continue de se réduire. Il atteint - 11,7 % contre - 13,5 % à fin juin 2010.

Consommation locale de ciment
cumul à fin juin



Source: Ciment Antillais

ACTUALITE REGIONALE

Passage de la tempête Emily à la Martinique

La tempête Emily a modifié sa trajectoire dans la nuit du lundi 1^{er} août, provoquant de nombreux dégâts matériels à la Martinique. Le département a dû déplorer des glissements de terrains, notamment au quartier de Morne Calebasse de Fort de France, et la mort d'un habitant électrocuté dans son habitation.

Visite du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé et de la Ministre de l'Outre-Mer

Le 20 juillet, Xavier BERTRAND, Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé et Marie-Luce PENCHARD, Ministre chargée de l'Outre-Mer, ont inauguré le centre hospitalier de Mangot Vulcin au Lamentin puis ont rendu visite au CHU de Fort-de-France. Le Ministre a signé une convention de financement de 439 contrats aidés avec le Conseil Général et a ensuite visité le Centre de formation professionnelle pour adultes à Beauséjour.

Plan Départemental d'Action pour le Logement des Personnes Défavorisées

La présidente du Conseil Général et le Préfet de Région ont signé un plan quinquennal pour le logement des personnes défavorisées. Ce plan doit accorder une priorité aux personnes et familles sans logement, menacées d'expulsion, hébergées temporairement ou logées dans des habitations insalubres. La principale nouveauté de ce plan est de mettre en place une série d'actions et d'outils en faveur des personnes sans abri ou celles qui doivent trouver un logement d'urgence.

Comité de pilotage des programmes opérationnels (PO)

Le comité de pilotage stratégique des PO s'est tenu le 22 juillet dernier et a permis la validation du financement de 74 projets par les fonds européens, pour une valeur totale de 10 millions d'euros. Ces projets concernent le Fonds Européen de Développement Régional pour un montant global de 5,3 millions d'euros, le Fonds Social Européen (2 millions d'euros en faveur des jeunes en difficultés), le Fonds Européen Agricole de Développement Rural (2,2 millions d'euros), et le Fonds Européen pour la Pêche (200 mille euros).

Prêt de 14 millions d'euros de l'AFD

Lors de son Conseil d'Administration du 21 juillet, l'AFD a octroyé à la ville de Fort-de-France un prêt d'un montant de 14 millions d'euros. Les fonds seront dédiés à l'amélioration de l'équilibre budgétaire de la ville, afin de financer son programme d'investissements sur la période 2011-2012, au premier rang duquel figure la rénovation urbaine.

Inauguration de l'association « Réseau Entreprendre » en Martinique

L'association « Réseau Entreprendre en Martinique » a été inaugurée à l'Hôtel La Batelière à Schœlcher, le 26 juillet. Cette association, déclarée d'utilité publique depuis 2003 en métropole, fédère une cinquantaine de chefs d'entreprise et de partenaires à la Martinique. La vocation de cette association est d'identifier, faire émerger et accompagner les créateurs et repreneurs de PME. Elle prévoit d'apporter une aide à l'élaboration des projets ainsi qu'un soutien financier sous forme de prêts d'honneur. L'association sera un club d'échange, d'entraide et de formation à destination des nouveaux entrepreneurs.

Hausse des prix de l'énergie

Dans le cadre de la révision mensuelle des prix des produits pétroliers (décret du 8 novembre 2010), le prix des carburants routiers a été fixé, à compter du 1^{er} août 2011 à : 1,51€/L pour le super sans plomb (+ 4 centimes par rapport à juillet) et 1,24€/L pour le gasoil (+1 ct). Le prix de la bouteille de gaz augmente de 28 centimes, à 24,15 €.

INDICATEURS DE REFERENCE

			Données brutes	var. % mensuelle	Glissement annuel
Prix (source : INSEE)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998) - juin 2011		126,2	-0,2 %	+3,0 %
Chômage (source : DIECCTE)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A) - juin 2011		40 620	-1,2 %	+4,1 %
	Indicateur de chômage (base pop. Active : 165 370) - juin 2011		24,6 %	-0,3 point	+1 point
Allocation Chômage (source : Pôle Emploi)	Nombre d'allocataires de Pôle Emploi - juin 2011		19 562	-2,1 %	-4,4 %
RSA (source : CAF)	Nombre de bénéficiaires payés - mars 2011		36 433	-	-
Commerce extérieur (source : Douanes)	Importations (en M€) - mai 2011		284,0	+39,8 %	+6,7 %
	Exportations (en M€) - mai 2011		20,7	+35,4 %	+54,0 %
	Taux de couverture mensuel:		7,3 %	-	-3,2 points
Grande distribution (source : DIECCTE)	Chiffre d'affaires (millions d'euros) - juin 2011		40,4	-2,7 %	+7,6 %
	Cumul annuel de chiffre d'affaires (millions d'euros) - juin 2011		244,9		+4,8 %
Vulnérabilité des ménages (source : IEDOM)	Personnes physiques en interdit bancaires - juin 2011		17 748	+0,1 %	-5,4 %
	Retrait de cartes bancaires (cumul) - juin 2011		5 126	-	-9,8 %

LES INDICATEURS SECTORIELS

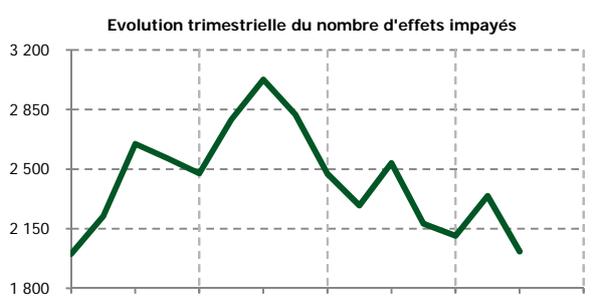
			Données brutes	var. % mensuelle	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (source : CCIM)	Nombre de passagers - juin 2011		117 939	+0,1 %	+10,0 %
	- cumul annuel		802 595		+4,8 %
Trafic Maritime (source : DD PAF)	Nombre de croisiéristes - juin 2011		0	ns	nd
	- cumul annuel		19 614	-	-65,2 %
Construction (source : Ciments antillais)	Ventes de ciment (tonnes) - juin 2011		19 064	-6,5 %	+4,1 %
	- cumul annuel		102 886		+2,1 %
Immatriculations (source : AAA)	Véhicules particuliers neufs (VPN) - juin 2011		830	-10,9 %	-13,5 %
	Véhicules utilitaires neufs (VUN) - juin 2011		177	+4,1 %	+39,4 %
	Cumul annuel (VPN + VUN)		6 002	-	+1,9 %

ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Publication de la note expresse « Panorama 2010 de La Réunion »

L'IEDOM vient de publier une nouvelle note expresse intitulée « Panorama 2010 de La Réunion ». En quatre pages, cette note propose un éclairage synthétique sur les caractéristiques structurelles et économiques de l'île et favorise ainsi la compréhension des enjeux économiques du département. Elle offre des éléments de cadrage macroéconomiques (PIB par habitant, inflation, le marché du travail, etc.) et démographiques. Elle inclut également une analyse des secteurs clés de l'île tels que l'industrie sucrière, le BTP et le secteur du tourisme, ainsi qu'une observation de l'activité bancaire. La note est disponible sur [le site de l'edom](#).

Baisse du nombre des effets de commerce impayés au deuxième trimestre 2011



Source: Iedom

Au deuxième trimestre 2011, le nombre d'effets de commerce impayés a diminué de 14,0 % par rapport au trimestre précédent. En cumul depuis le début de l'année, le nombre d'effets impayés est en baisse de 9,6 % par rapport à la même période en 2010.

Parallèlement, le montant moyen d'impayés a fléchi de 21,7 % entre mars et juin 2011. Les baisses conjuguées du nombre d'impayés et du montant moyen engendrent un net recul du montant total d'impayés : - 32,4 % par rapport au trimestre précédent et - 16,4 % sur les six premiers mois de l'année en cumul.

Hausse du nombre de dossiers déposés à la commission de surendettement

Au deuxième trimestre 2011, 312 dossiers ont été déposés devant la commission de surendettement, soit une progression de 7,6 % par rapport au trimestre précédent et de 3,3 % par rapport au même trimestre en 2010.

En cumul sur les six premiers mois de l'année 2011, le nombre de dossiers est en hausse de 1,7 % par rapport à la même période en 2010.



Source: Iedom

BREVES ECONOMIQUES

LES INDICATEURS DE REFERENCE

		Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
Prix (Insee)	Indice général des prix à la consommation IPC France entière	127,2	+ 0,3 %	+ 2,8 %
	Jun 2011	124,0	+ 0,1 %	+ 2,1 %
Octroi de mer (Trésorerie générale)	Montant de l'octroi de mer (milliers d'euros)	23 153	- 11,6 %	+ 0,9 %
	Jun 2011	140 180	-	+ 12,1 %
Commerce extérieur (Douanes)	Importations (en cumul - millions d'euros)	2 004,2	-	+ 28,1 %
	Exportations (en cumul - millions d'euros)	129,8	-	+ 22,1 %
	Mai 2011	6,5 %	-	- 0,3 pt
Demandeurs d'emploi (DTEFP)	Demandeurs d'emploi de catégorie A (données CVS)	118 420	- 0,0 %	+ 9,1 %

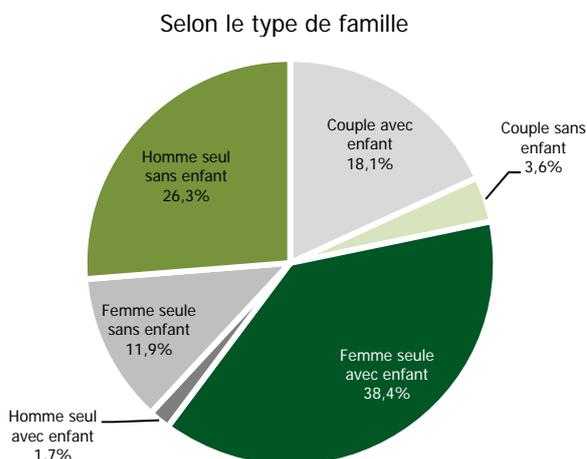
LES SECTEURS D'ACTIVITE

		Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (CCIR / Syndicat mixte de Pierrefonds)	Nombre de passagers enregistrés aux aéroports de Roland-Garros et de Pierrefonds	156 285	- 10,2 %	+ 16,4 %
	Jun 2011	1 017 014	-	+ 10,6 %
Construction (Douanes / CERBTP)	Importation de ciment/clinker (millions d'euros)	1,0	n.s.	- 12,2 %
	Avril 2011	4,4	-	- 53,2 %
	Cumul 2011 (millions d'euros)	8,6	n.s.	- 11,6 %
	Avril 2011	68,8	-	- 44,1 %
	Cumul 2011 (milliers de tonnes)	17 371	+ 0,6 %	+ 0,7 %

Près de 92 000 foyers bénéficient du Revenu de Solidarité Active au 1^{er} trimestre 2011

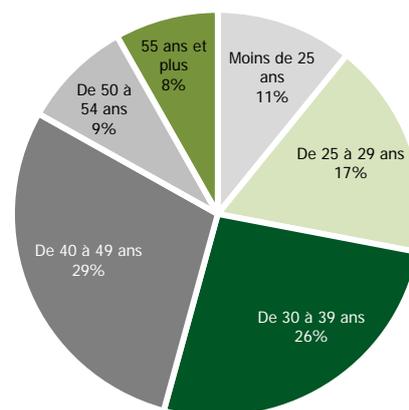
Mis en place depuis le 1^{er} janvier 2011, le Revenu de Solidarité Active (RSA) a été versé à 91 967 foyers réunionnais à fin mars 2011, pour un montant de 105,2 millions d'euros (en cumul sur les trois premiers mois de l'année). Parmi les bénéficiaires, 83,7 % perçoivent le RSA "socle", soit 77 022 foyers. Près d'un bénéficiaire du RSA sur quatre est une femme seule avec enfant(s). Les personnes seules sans enfant sont également fortement représentées, avec 38,2 % des ménages concernées, dont plus des deux tiers sont des hommes. Le titulaire du dossier est âgé entre 30 et 49 ans dans un peu plus de la moitié des cas.

Répartition des foyers bénéficiant du RSA au 1^{er} trimestre 2011



Source : CAF - Éléments Locaux d' Indicateurs Statistiques des Allocataires (ELISA)

Selon l'âge du titulaire du dossier



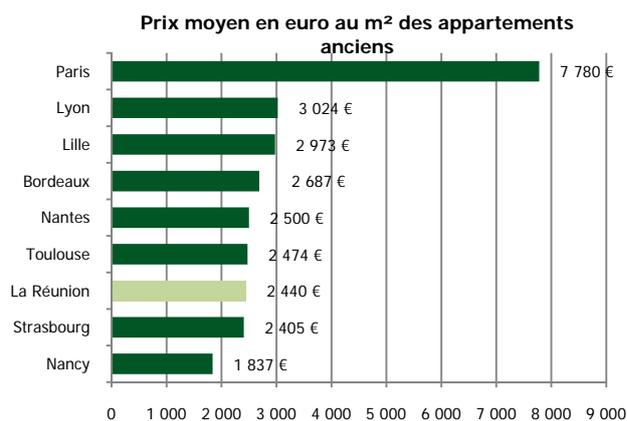
Source : CAF - Éléments Locaux d' Indicateurs Statistiques des Allocataires (ELISA)

Stabilité du loyer moyen dans le parc locatif privé entre 2008 et 2009

Selon l'Observatoire des loyers privés de La Réunion, le loyer moyen dans le parc locatif privé réunionnais est estimé à 9,20 €/m² en 2009. Le marché de la location privée stagne entre 2008 et 2009, avec un loyer moyen au m² qui n'a pas évolué. Il reste néanmoins inférieur au plafond de la défiscalisation intermédiaire (11,6 €/m²).

L'analyse géographique des niveaux de loyers confirme les disparités observées au cours des années précédentes. L'Ouest enregistre les loyers médians les plus forts du département, devant le Nord. La publication est disponible sur le [site de l'Agorah](#).

Hausse des prix de vente des logements anciens au 1^{er} trimestre 2011



Source : Bases immobilières des Notaires de France

Selon les Notaires de France, le prix moyen des appartements anciens vendus à La Réunion est estimé à 2 440 €/m² au premier trimestre 2011, en hausse de 6,4 % par rapport au premier trimestre 2010. Cette augmentation reste inférieure à celle observée en France métropolitaine où l'indice Notaires-Insee s'accroît de 10,5 % sur la même période. Le prix moyen au m² dans l'île est proche des moyennes observées à Strasbourg, Toulouse et Nantes, mais nettement en deçà du prix moyen parisien (7 780 €/m²).

Le prix moyen de vente des maisons anciennes est estimé à 210 000 €. A l'inverse du marché métropolitain, le prix moyen des maisons anciennes est supérieur à celui des appartements anciens : + 10,5 % en glissement annuel. La publication est disponible sur le [site des Notaires de France](#).

L'accès à l'emploi toujours difficile pour les plus de 50 ans

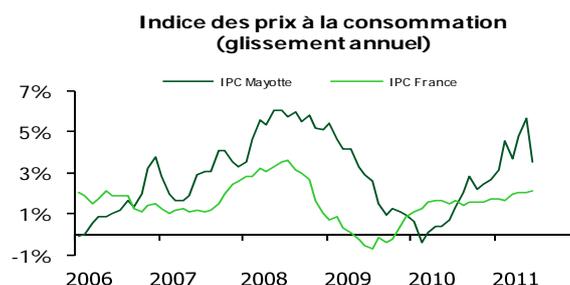
Alors que le nombre de réunionnais inscrits à Pôle Emploi en catégorie A se stabilise, celui des seniors demandeurs d'emploi continue de croître (+ 1,8 % entre mai et juin 2011). Sur un an, le nombre de demandeurs de 50 ans et plus a progressé de 1,7 % en moyenne chaque mois contre 0,7 % pour l'ensemble des inscrits en catégorie A, soit une augmentation de 22,6 % pour les demandeurs seniors entre juin 2010 et juin 2011 contre 9,1 % pour l'ensemble des demandeurs. Même si cette forte croissance touche aussi bien les deux sexes, on observe une hausse de demandeurs « femmes de 50 ans et plus » supérieure à celle des hommes. La publication est disponible sur le [site la DIEECTE de La Réunion](#).

ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Inflation

Selon l'Insee, l'indice des prix à la consommation est en baisse de 1,3% à Mayotte au mois de juin 2011. Cette baisse s'explique essentiellement par la diminution de 4,0% des prix des services aux ménages et plus particulièrement des prix du transport et de communication (-13,6%).

En glissement annuel (juin 2011 par rapport à juin 2010) l'indice des prix a augmenté de 3,5 % sous l'effet de l'augmentation de l'énergie (+5,4%) et du tabac (+11,2%).

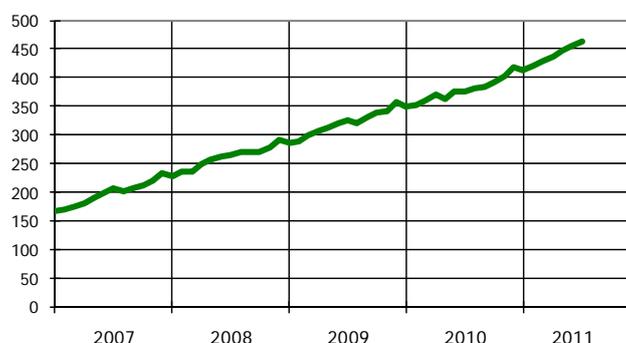


Source: INSEE
Base 100: année 2006

Les émissions nettes

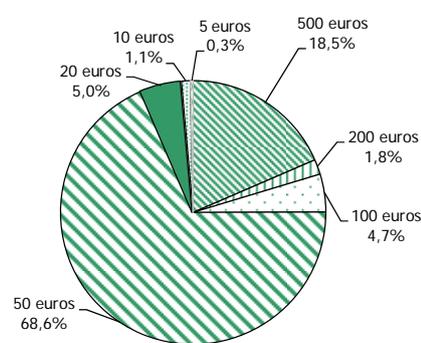
Au 31 juillet, les émissions nettes de billets progressent de 8,9 millions d'euros sur le mois (soit +2 % contre +1,8 % le mois précédent) et atteignent 463,3 millions d'euros. Les émissions nettes de billets en nombre croissent également : +1,9 %, après +1,4 % le mois précédent. Le nombre de billets émis par l'agence IEDOM de Mayotte avoisine 8,8 millions au 31 juillet 2011, dont 72,6 % en coupures de 50 €. La valeur moyenne du « billet » circulant dans l'île progresse toujours et atteint désormais 52,9 €, soit une progression de près de 2 € depuis le début de l'année.

Emissions nettes cumulées de billet au 31 juillet 2011



Source: IEDOM

Répartition des billets en valeur au 31 juillet 2011



Source: IEDOM

BRÈVES ÉCONOMIQUES, FINANCIÈRES ET SOCIALES

Economie

Les tarifs de vente de l'électricité ont augmenté au 1^{er} juillet 2011 conformément à l'arrêté ministériel du 28 juin 2011 relatif aux tarifs réglementés. Le montant de la facture augmentera de 1,7% pour les clients particuliers et de 3,2% pour les clients professionnels et industriels. Ces tarifs se rapprochent de ceux pratiqués en France métropolitaine et dans les autres DOM.

Les services de l'Etat, du Conseil général et les organisations professionnelles du secteur du bâtiment (FMBTP, CAPEB, MEDEF, CGPME) se sont réunis le 20 juillet dernier à l'initiative de la Chambre des métiers et de l'artisanat pour préparer l'entrée en vigueur de la garantie décennale au 1^{er} janvier 2012. Pour l'accompagnement des artisans vers ce nouveau dispositif d'assurance, des sessions d'information, de formation seront mises en place ainsi qu'un suivi individualisé.

Social

Depuis le 1^{er} juillet 2011, le taux de cotisation patronale est passé de 0,9% à 1,5% du salaire brut dans la limite du plafond de la sécurité sociale applicable à Mayotte. En accord avec l'arrêté préfectoral du 29 juin 2011, le taux de cotisation salarial pour sa part, est passé de 0,8% à 0,9 %.

Une délégation d'élus du Conseil général a été reçue le 1^{er} juillet 2011 au ministère chargé de l'Outremer. Il a été confirmé que le RSA sera alloué à Mayotte à compter du 1^{er} janvier 2012 et conformément au pacte de départementalisation, le montant de cette prestation sera de 25% du montant métropolitain, à la différence du forfait logement et des allocations familiales perçues comme en métropole.

Tourisme

Le label Ylang, lancé pour la première fois en 2006, et qui consistait, en l'absence de classement national, à qualifier les structures d'hébergement touristique sur l'île, a été relancé en 2010. Sur la base d'une charte de qualité des hébergements pour les petites structures, le comité du tourisme et la Direction du Développement Economique et Touristique du Conseil Général (DDET) ont entamé la visite des gîtes et chambres d'hôtes de l'île afin d'évaluer leur niveau en matière de qualité. Sur les 52 gîtes et chambres d'hôtes existants, 19 ont reçu le label. Cette démarche aura sans doute un impact positif sur l'organisation et l'amélioration des structures d'hébergement rurales à Mayotte.

PRINCIPAUX INDICATEURS ECONOMIQUES

LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE :				Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
Prix (source : INSEE)	Indice général des prix à la consommation base 100 en déc. 2006		juin-11	113,9	-1,3%	3,5%
Chômage (source : Pôle emploi)	Nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A		juin-11	5 523	-	-46,9%
Commerce extérieur (Source : Douanes)	Importations (en milliers d'euros)	mensuelles	mai-11	28 372	-6,3%	8,7%
	(hors hydrocarbures)	cumulées	mai-11	140 570	25,3%	3,5%
	Exportations (en milliers d'euros)	mensuelles	mai-11	1 089	181,8%	30,9%
		cumulées	mai-11	3 459	46,0%	22,7%
	Taux de couverture	mensuels	mai-11	3,84%	2,56 pt	0,65 pt
		cumulés	mai-11	2,46%	0,35 pt	0,38 pt

LES SECTEURS D'ACTIVITÉ :				Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
Trafic aérien (Source : Aviation civile)	Mouvements d'appareils ⁽¹⁾	mensuels	avr.-11	411	-15,1%	-4,6%
		cumulés	avr.-11	1 901	-	19,0%
	Nombre de passagers (arrivées+départs)	mensuels	avr.-11	19 196	-10,2%	16,0%
		cumulés	avr.-11	83 417	-	12,3%
	Fret et envois postaux (en tonnes) (départs)	mensuels	avr.-11	33,4	-5,8%	13,6%
		cumulés	avr.-11	686,2	-	n.d
BTP (Source : Douanes)	Importations de ciment ⁽³⁾ (en tonnes)	mensuelles	mai-11	2 096	-49,5%	n,d
		cumulées	mai-11	28 283	-	6,1%
Electricité (Source : EDM)	Nombre d'abonnés (cumul)		avr.-11	37 421	0,2%	4,1%
	Consommation (en Mwh)	mensuelles	avr.-11	20 493	-7,0%	-3,6%
		cumulées	avr.-11	80 221	-	1,4%
Automobile (Source : SOREFI)	Ventes de véhicules neufs :					
	- nombre de véhicules particuliers	mensuels	juil.-11	61	-16,4%	1,7%
		cumulés	juil.-11	567	-	18,9%
	- nombre de véhicules utilitaires	mensuels	juil.-11	15	36,4%	25,0%
		cumulés	juil.-11	107	-	-11,6%
Poissons d'élevage (Source : Douanes)	Exportations :					
	- en tonnes	mensuels	mai-11	5,0	-4,8%	65,1%
		cumulés	mai-11	22,6	-	10,5%
	- en milliers euros	mensuelles	mai-11	30,0	-4,8%	42,4%
		cumulées	mai-11	141,1	-	4,8%

(1) : Une entrée de navire ou d'avion vaut un mouvement, une sortie vaut également un mouvement

(3) : Ciment au sens produits minéraux et produits des industries chimiques dans le Code des douanes

* Les données plus récentes relatives au trafic maritime de marchandises ne sont pas disponibles

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	1,50%	13/07/2011
Taux de la facilité de prêt marginal	2,25%	13/07/2011
Taux de la facilité de dépôt	0,75%	13/07/2011

Taux d'intérêt légal				Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/11)				
ANNEE	2011	0,38%	JO du 03/02/11	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE	2010	0,65%	JO du 11/02/10	2,25%	2,25%	2,75%	2,50%	1,50%

* hors prime d'Etat

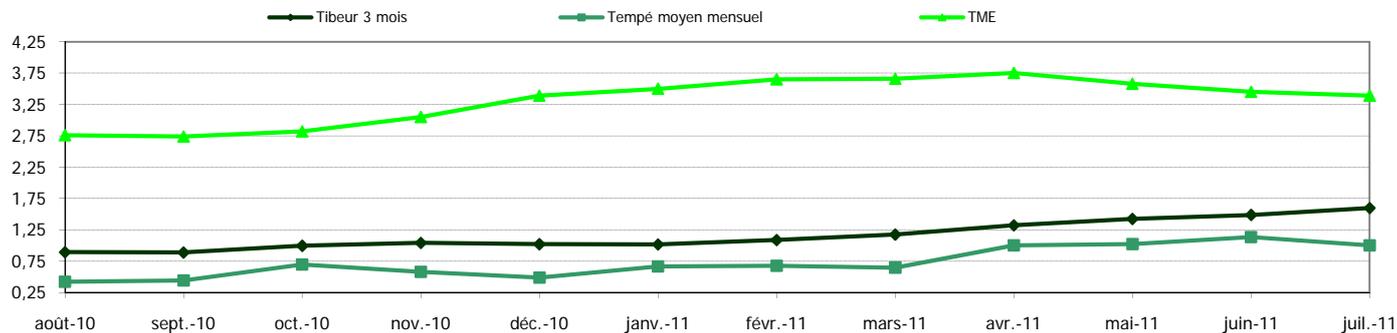
Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)				TIBEUR (Juin 2011)				
Avril	Mai	Juin	Juillet	1 mois	3 mois	6 mois	1 an	
1,0016%	1,0230%	1,1330%	1,0033%	1,4190%	1,5970%	1,8180%	2,1830%	
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)				
Avril	Mai	Juin	Juillet	Avril	Mai	Juin	Juillet	
3,75%	3,58%	3,45%	3,39%	3,95%	3,78%	3,65%	3,59%	

Taux de l'usure (applicable au troisième trimestre 2011)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure		Seuils de l'usure
Prêts immobiliers		Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > 6 000 € et prêts viagers hypothécaires	17,49%
Prêts à taux fixe	5,97%	Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 6 000 €	9,34%
Prêts à taux variable	5,33%	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts relais	6,07%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	9,13%
Autres prêts		Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	5,29%
Prêts d'un montant < ou = à 1524 €	21,41%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	6,08%
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 1 524 € et < ou = à 3 000 € et prêts viagers hypothécaires	19,37%	Découverts en compte (1)	13,88%
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1 524 € et < ou = à 3 000 €	11,22%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	6,00%
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > 3 000 € et < ou = à 6 000 € et prêts viagers hypothécaires	18,61%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 3 000 € et < ou = à 6 000 €	10,46%	Découverts en compte (1)	13,88%

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

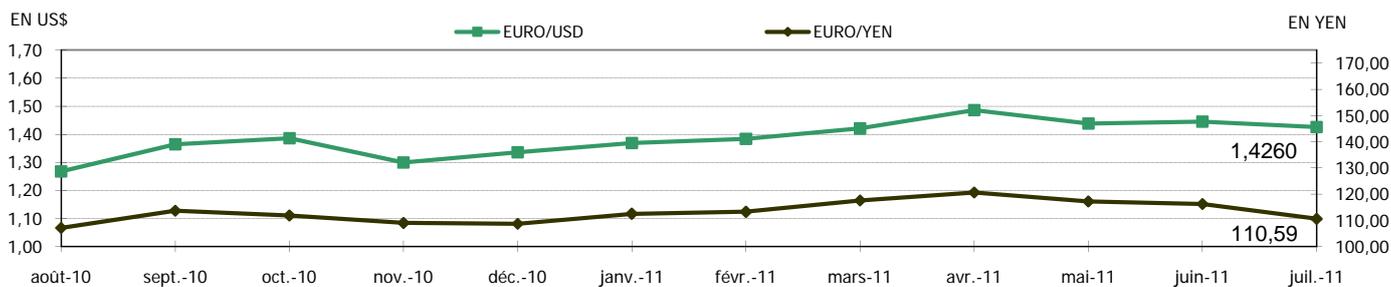
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,4260	EURO/ZAR (Afrique du sud)	9,6084	EURO/SRD (Surinam)	4,75130
EURO/JPY (Japon)	110,5900	EURO/BWP (Botswana)	9,35840	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,57720
EURO/CAD (Canada)	1,3556	EURO/SCR (Seychelles)	17,5672	EURO/DOP (Rép. Dom.)	54,7840
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,87490	EURO/MUR (Maurice)	40,1400	EURO/BBB (La Barbade)	2,87960
EURO/SGD (Singapour)	1,7185	EURO/BRL (Brésil)	2,2431	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	9,22000
EURO/HKD (Hong-Kong)	11,1134	EURO/VEF (Vénézuéla)	6,18340	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	2865,1629	EURO/XCD (Dominique)	3,8874	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	

Directeur et responsable de la publication : N. de SEZE

Editeur et Imprimeur : IEDOM - 164, rue de Rivoli - 75001 Paris

Achevé d'imprimer le 2 août 2011 - Dépôt légal : 2 août 2011 - ISSN 1284-4438